

Tribune socialiste

N° 377 / 4 JUILLET 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert

TROIS QUESTIONS A JACQUES SAUVAGEOT

Les espoirs
du désarmement

David Boubil

Les
réactionnaires
de Varsovie

Lucienne Rey

Cinéma et
politique

Jean-Paul Fargier

Le conflit
des syndicats

Jacques Ferlus

Renforcer le courant

Christian Guerche

Au soir du deuxième tour des élections, les ricanements satisfaits des leaders gaullistes étaient prévisibles. Au coup par coup auquel joue avec maîtrise le général de Gaulle depuis 1958, le régime venait de marquer un nouveau point.

Il est vrai que les ministres revenaient de loin. Leur joie qui se voulait insultante, portait la marque des grimaces affichées quelques semaines avant.

Souvenons-nous ! Pendant quelques jours sous les coups pacifiques que leur portaient les étudiants oc-

cupant leurs facultés, et les ouvriers leurs usines, le gouvernement et le régime avaient failli basculer. Des ministres effarés cherchaient en vain leur cabinet, les préfets et l'administration. Déjà ils susurraient qu'ils n'avaient pas voulu cela. Que le général décidément avait vieilli au point d'ignorer toutes les réalités de ce pays. Que ce voyage en Roumanie, vous avait des airs de fuite... « Le Figaro » découvrait les vertus du dialogue. René Capitant se demandait s'il avalerait de nouvelles couleuvres, tandis que des députés jusqu'alors inconditionnels et des ministres jusque

là satisfaits, couraient les rédactions des journaux, proclamant tout haut que leur démission était déjà entre les mains du président de l'Assemblée.

Dans le langage élégant du général de Gaulle, le « parti de la trouille » était particulièrement reconnaissable. Il était celui de ses anciens fidèles et d'eux seuls.

N'en doutons pas. L'illustre vieillard s'en souviendra. Et tel qu'aujourd'hui arbore un sourire satisfait, découvrira les fureurs rancunières du général. Ce ne sera après tout que justice. (Suite page 3)

□ LES POINGS SUR LES I Quelque chose de pourri

Un jeune militant communiste, Marc Lanvin, a été froidement assassiné par des membres d'un commando gaulliste, à la veille du deuxième tour des élections.

Marc Lanvin avait dix-huit ans. C'était un garçon pareil à tous ceux de son âge : révolté, ardent, enthousiaste. Il rêvait d'une France socialiste, d'une société juste, d'une vie digne d'être vécue.

Il est tombé sous les balles de quelques pauvres types, plus doués pour le maniement du revolver que pour la discussion politique. Ceux qui l'ont tué, froidement, n'ont pas d'excuses. Marc Lanvin ne les menaçait pas. Il collait avec d'autres camarades des affiches appelant à voter pour le candidat unique de la gauche. L'ironie du sort veut que Marc Lanvin soit mort pour un homme qui incarne la « vieille gauche », vaincue jadis par les tomates de « l'Algérie Française », j'ai nommé Guy Mollet.

Ceux qui ont appuyé sur la gâchette ne sont pas les seuls et les vrais responsables. Les coupables qu'il convient de dénoncer au grand jour sont ceux-là qui, durant toute la période électorale, ont, sur les antennes de radio et les écrans de télévision, créé, en recourant aux méthodes de la plus vile démagogie, un climat d'anticommunisme forcené. Durant quelques jours, MM. Robert Poujade, Roger Frey et autres porte-voix du gaullisme, ont imité M. Mc Carthy, de sinistre mémoire, qui mena à la chaise électrique les époux Rosenberg.

Les assassins sont parmi nous ! Certes, ils n'ont pas la figure traditionnelle de l'emploi. Ils portent cravates et ont les ongles propres. Ils ressemblent à de braves chefs de famille. Pourtant, ils ont les mains rouges de sang, de ce sang que les nervis des « Comités d'Action Civique » ont commencé timidement à faire couler.

Craignons que demain, encouragés par le raz-de-marée provoqué par le « Parti de la trouille », ils ne s'enhardissent encore plus. Il y a vraiment quelque chose de pourri dans le royaume de France, depuis la mort de Marc Lanvin.

André LAUDE.

□ Licenciements en chaîne

Chez Chauvin-Arnoux, 190, rue Championnet - Paris (18^e), on n'aime pas les syndicalistes. Seuls sont tolérés (et encore) ceux de la C.F.T.C. maintenue et ceux du syndicat indépendant sous contrôle étroit de la Direction. Au cours de la grande crise du mois de mai, les travailleurs de cette entreprise se sont contactés et, après un lock-out de la direction, voté la grève à l'unanimité

des présents. M. Arnoux, patron de combat, super Bercot n'a pas apprécié et il a licencié les 28 « meneurs ».

Les 28 licenciés ont décidé de prendre M. Arnoux au mot et ils ont exigé leur réintégration car « ils veulent travailler ». La réponse de la Direction a été fort claire : elle a fait venir le « service d'ordre » de la maison et exclu les « protestataires ».

Face à une telle intransigeance et à un tel mépris des libertés syndicales, les unions locales C.F.D.T. - C.G.T. - F.O. soutenues par les sections locales du P.C.F. - P.S.U. - F.G.D.S. ont décidé la constitution d'un comité de défense. 40.000 tracts ont été distribués dans l'arrondissement durant ce week-end appelant la population à manifester avec les 28 licenciés. Parallèlement à cette action la publication d'un « livre noir » sur cet établissement est envisagé. Parmi les nombreuses questions posées à la Direction on pourra relever :

— comment l'Inspection du Travail peut-elle accepter que des jeunes garçons de 16 ans ne gagnent que 270 F par mois pour 45 heures et d'autres de 28 ans 550 F ?

— Pourquoi les règles les plus élémentaires d'hygiène et de sécurité ne sont-elles pas observées ? (30 personnes dans un bureau avec une seule fenêtre; vestiaires communs hommes et femmes, une seule cantine pour 1.100 personnes qui doivent avaler leur repas en une demie heure).

La direction de chez Chauvin-Arnoux se réfugie, pour ne pas répondre, derrière des difficultés économiques. M. Couve de Murville notre nouvel argentier est-il au courant de cette hausse de 6 % décidée dès le 30 mai dernier, en fonction d'un contrat de programme d'octobre 1967 ? Et pourtant Chauvin-Arnoux travaille surtout pour l'Etat, la Défense Nationale et les Centres d'Etudes Atomiques.

Il serait grand temps que les réformistes gaullistes se penchent sur cette question, car, si chez Chauvin-Arnoux la grève dernière a été fort calme, il est certain que la prochaine sera, elle beaucoup plus violente. Le 18^e arrondissement a maintenant 3 députés U.D.R. dont M. Vallon « gaulliste de gauche » et l'autre, M. Bernasconi, ancien chef du personnel de chez Simca. Alertés durant la campagne électorale ils ont promis d'intervenir. A suivre. □

□ Les médecins avec nous

Le professeur Georges Mathé, au nom de l'U.D. V^e, a adressé, pendant la campagne électorale, une lettre à tous les médecins de France, leur demandant cyniquement non seulement leur bulletin de vote... « mais encore l'appui de leur prestige et de leur influence »...

M. le Professeur précise que trop souvent les médecins, « ... ont eu l'impression de buter contre la su-

perbe de technocrates desséchés et désincarnés... » mais que « ... cela va changer, l'U.D. V^e m'ayant confié la présidence de sa Commission des Affaires de Santé... »

Que n'a-t-il prouvé ses bonnes intentions en s'élevant, *en temps utile*, contre la procédure autoritaire des Conventions, contre le V^e Plan ou contre les Ordonnances ?

Le Professeur Georges Mahé ajoute encore qu'il a reçu ... « l'accord enthousiaste et total des médecins de de l'Union Nationale pour l'Avenir de la Médecine (U.N.A.M.) réunis le 22 mai au Palais d'Orsay »... (1).

Tous les médecins savent ce qui s'est passé ce soir là, après le Palais d'Orsay : les commandos de l'U.N.A.M., venant saboter par les méthodes physiques les plus violentes une réunion, qui se tenait à la « Domus Medica », (immeuble qui héberge le Conseil National de l'Ordre des Médecins) arrachant les micros, empêchant quiconque et surtout les étudiants en médecine (sic), de s'exprimer.

L'intervention de l'U.N.A.M. devait aboutir très rapidement à la restitution des locaux aux mandarins — très gaullistes — du Conseil de l'Ordre.

La nouvelle alliance UD V^e - U.N.A.M. est la traduction sur le plan médical de la réconciliation Général de Gaulle - Général Salan. □

(1) L'U.N.A.M. présidée par le Dr Savy, a le front de se présenter comme un organisme représentatif des assurés sociaux. Elle constitue en réalité l'organisme des Relations publiques — aux puissants moyens financiers — de l'extrême-droite médicale.

□ Les oubliés de Tunis

La répression qui, depuis le mois de mars, s'est abattue sur les étudiants et les intellectuels tunisiens prend, semaine après semaine, un tour plus inquiétant. Il y a quelques jours, le juge d'instruction Chérif a fait procéder à vingt-deux nouvelles arrestations. On apprend de plus que Mmes Ben Khader, Charfi, Chabbi ainsi que Mlle Dalila ben Othman, bien que non détenues, sont également inculpées. Ce ne sont pas seulement de nombreux avocats, professeurs, intellectuels, étudiants qui sont ainsi menacés mais même leurs femmes et leurs familles (on savait déjà qu'à Gafsa la famille d'un inculpé, Mustapha Zitouni, avait été passée à tabac).

Il y aurait à l'heure actuelle deux cents dossiers d'accusation constitués, sans que la défense puisse s'exercer du tout. Déjà les trois avocats inculpés l'avaient été alors qu'ils s'apprétaient à assurer la défense des étudiants et des professeurs arrêtés. Par la suite, aucun des avocats qui avaient eu le courage de se constituer dans ces conditions n'a pu avoir accès aux dossiers dont on ne sait absolument pas ce qu'ils contiennent, ni s'ils contiennent quoi que ce soit. Aucune demande de mise en liberté provisoire n'a abouti ; depuis trois

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Christian Guerche

Directeur adjoint

Claude Glayman

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Rédaction

81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

mois, aucun détenu n'a pu voir un membre de famille. Mais les dernières nouvelles sont encore plus graves : les avocats ont été soumis à des pressions telles que trois d'entre eux ont fait savoir qu'ils se déconstituaient et renonçaient à la défense ; ce sont Maîtres ben Halima, ben Naceur et Echchafi. Enfin, il y a peu, Maître ben Naceur, qui, pourtant s'était déjà déconstitué, s'est vu convoquer à la police pour répondre à un interrogatoire.

De plus, certains détenus, réclamant d'être mis au régime des détenus politiques, font, depuis plusieurs jours la grève de la faim. Mercredi 26 juin, Abdelwahab Mejdoub, après plus de dix jours de grève de la faim, était hospitalisé, sans connaissance.

Après Maîtres Langlois, Manville et Lafue-Veron, Maître Nordman, président de la ligue des juristes démocrates, s'est rendu à Tunis, où il a pu constater toutes les entraves mises à la défense. Il n'a pu s'en ouvrir ni au Président de la République, ni au ministre de la Justice, qui ne l'ont reçu ni l'un ni l'autre. Il n'a pas davantage été reçu par le Juge d'instruction, et ceci alors que M^e Nordman est lui-même le défenseur de plusieurs inculpés.

Cette répression ne souffre aucun contrôle et ne respecte aucun droit. De plus, l'arbitraire a touché de nombreux Français. Fin avril, Mme Brunes, professeur en Tunisie depuis de longues années, Mlle Lelouche, professeur, et fille d'un des médecins les plus anciens et les plus respectés de la capitale, ont été expulsés.

MM. Chapuis, professeur et la Faculté de droit, et Gattegno, chargé d'enseignement à la Faculté des Lettres, après avoir été interrogés, se sont vu refuser le renouvellement de leur contrat ; le territoire tunisien leur sera désormais interdit.

Enfin l'ingénieur agronome J.-P. Chabert est inculpé et détenu depuis plusieurs semaines. □

Renforcer le courant

(Suite de la page 1.)

Mais peu nous importe de connaître ce que seront les difficultés domestiques de la majorité. Plus graves sont les problèmes posés au pays, et que cette majorité est plus que jamais incapable de résoudre.

Rien n'est résolu

Les revendications posées par le mouvement de mai et juin, nous l'avons dit et redit depuis deux mois, étaient de deux ordres.

Les unes touchaient aux données matérielles (salaires, horaires de travail, etc.). Elles étaient loin d'être négligeables, mais elles ne motivaient pas un mouvement de cette ampleur, et encore moins les formes revêtues par celui-ci.

Les autres mettaient en cause les structures des entreprises comme de l'Université. Ce sont celles-là qui ont donné son caractère au mouvement de mai. Ce sont ceux qui les mettaient en avant qui ont été partout porteurs du mouvement. Sa ligne avancée.

Croire un instant qu'avec le reflux ces problèmes seront oubliés, c'est une fois de plus croire que l'illusionnisme en politique peut durer longtemps.

Or ce sont précisément ces problèmes que la majorité renforcée qui occupe les gradins de l'Assemblée ne peut résoudre. Ou plus exactement, les forces sociales qui se sentaient menacées, et qui ont réagi dans les conditions que l'on sait, ne toléreront pas un instant que passée la « grande peur » qui les a saisies quelques semaines durant, les commis qu'elles ont envoyés à l'Assemblée puissent simplement se préoccuper des problèmes qui sont apparus.

Bien sûr la « participation » dont le général de Gaulle aimait fleurir ses discours deviendra un thème de toutes les interventions ministérielles. Pour autant, elle ne répond en rien aux exigences que la classe ouvrière comme les étudiants, ont concrètement posées.

En vérité, ce qui a été mis en cause ces deux derniers mois, c'est l'ensemble des structures politiques, économiques et sociales de ce pays. Ce qui est apparu également c'est l'aspiration concrète à une démocratie socialiste, qui ne doit rien à ce qu'on appelle (avec quelque confusion il est vrai) la « société de consommation ».

Et quand nous disons que c'est l'ensemble des structures politiques qui a été mis en cause, nous ne pouvons en écarter la gauche telle

qu'elle est, et en premier lieu ses deux formations les plus puissantes : le parti communiste et la F.G.D.S.

Un mauvais calcul

Depuis des mois nous signalons que la gauche traditionnelle commettait deux fautes essentielles :

— la première c'était d'imaginer que la seule et simple bataille parlementaire, pouvait par une tactique de harcèlement et de grignotage, mettre en difficulté le régime. C'était privilégier définitivement le Parlement. On ne se contentait plus d'affirmer que la voie parlementaire était possible pour parvenir au socialisme, mais on disait que seule celle-ci était concevable ;

— la deuxième c'était d'engager la discussion sur le programme commun, avec des méthodes et un souci d'éluider les vrais problèmes qui ne pouvaient aboutir qu'à des déclarations de principes, et des « plate-formes » plus vagues et plus médiocres les unes que les autres, qui ne répondaient ni peu ni prou à la situation.

Dès fins mars dernier, au cours de notre Conseil national, nous précisions que le véritable affrontement avec le régime se produirait sur le plan des luttes sociales, et Pierre Belleville faisait une intervention, qui a bien des égards éclaire la situation d'aujourd'hui.

Empêtrés dans les coulisses parlementaires, les leaders de la gauche traditionnelle, nous traitaient de rêveurs. On sait ce qu'il en a été.

Mais il y a eu plus grave. Alors même que les événements avaient pris l'ampleur que l'on sait, le parti communiste ne cessa de jouer un rôle de frein, tentant de canaliser le mouvement dans des limites étroites, et condamnant (insulte à la bouche) tous ceux qui avaient une autre appréciation de la situation, et des possibilités qui s'ouvraient.

Mieux, en fait de solution, les leaders du P.C.F. comme de la F.G.D.S. ont réclamé des élections. Les affiches de la F.G.D.S. en portent encore témoignage : c'était nous disait-on une première victoire. Et Louis Aragon, dans le meeting qui ouvrait la campagne du P.C.F. au palais des Sports, déclarait qu'effectivement la solution était dans la dissolution et de nouvelles élections.

Ainsi donc les appareils des deux directions de la gauche traditionnelle, incapables de saisir l'import-

tance des luttes sociales en cours, incapables également de saisir ce que serait le reflux inévitable à partir du moment où ils s'orientaient dans ce sens, s'engouffraient dans le piège que leur tendait le pouvoir.

Aujourd'hui saisis de stupeur, ils mettent en cause le pouvoir (sur le terrain de qui ils s'étaient placés) et les « gauchistes » dont le défaut majeur a été d'être au centre de la plus formidable explosion sociale que la France ait connue depuis longtemps.

Tout ce qui tient du passé serait d'une certaine manière à oublier. Si l'on avait le sentiment qu'ici et là on a compris les fautes commises. Les premiers communiqués n'en laissent rien apparaître. Sauf à déformer l'événement et à déjà taire ou maquiller ce qu'il a été.

Construire un courant socialiste

Peut-être trouvera-t-on ce langage un peu rude. Il est loin d'être au niveau où le P.C.F. a cru devoir le situer chaque fois qu'il évoquait notre activité. Il ne nous empêche pas de souhaiter l'unité de la gauche. Mais il est vrai qu'elle doit se fonder sur d'autres bases, et avec d'autres objectifs.

Une certaine conception de cette unité (essentiellement de sommet, et limitée aux appareils) vient d'éclater en ce printemps 68. Une autre doit lui être substituée qui prenne en charge l'extraordinaire floraison de mai, qui sache comprendre non seulement les exigences formulées, mais aussi celles qui moins précisément conçues n'en tendaient pas moins à accorder à chacun plus de responsabilité et plus de dignité.

En proposant une rencontre nationale des forces socialistes, le P.S.U. a conscience que le mouvement en cours dépasse et de loin ses limites organisationnelles (même si elles se sont considérablement renforcées)

Il entend aborder les discussions nécessaires avec le souci de permettre à tous ceux qui souhaitent effectivement mettre en place le socialisme. Il le fait dans l'esprit le plus ouvert.

D'aucuns ici et là croient le temps des jérémiades venu. Pour notre part, nous savons que ce qui a germé pendant ces deux mois ne pourra maintenant que grandir.

Bercées par les illusions de leur victoire électorale, les forces réactionnaires de ce pays croient sans doute leur heure arrivée.

Leur réveil sera dur. Mais il sera n'en doutons pas exemplaire. □

Communiqué du Bureau National du P. S. U.

Le bureau national du P.S.U. communique :

« Le second tour des élections législatives a confirmé d'une façon écrasante ce que le parti socialiste unifié déclarait au lendemain du premier tour : ce n'est pas au Parlement que les problèmes vont se poser dans les prochains mois. Une campagne systématique de propagande mensongère a permis au pouvoir gaulliste de faire jouer en sa faveur les réflexes de crainte des couches les plus conservatrices du peuple français, y compris dans certains milieux populaires. Un scrutin inique lui a permis de transformer son succès relatif quant au nombre de voix en une majorité écrasante de sièges. Le Parlement issu de ces élections n'est pas même une représentation loyale de l'opinion publique. Il n'est un interlocuteur ni pour l'Exécutif — qui se voit seulement confirmer les pouvoirs absolus qu'il détient depuis dix ans — ni pour les forces populaires, dont les questions posées en mai 1968 restent plus que jamais sans réponse.

« Ainsi, le mouvement de mai 1968, qui aurait pu renverser le régime gaulliste et ouvrir une période de transition vers le socialisme se traduit aujourd'hui par une défaite momentanée de la

gauche. Les responsables de cette défaite sont ceux qui ont refusé la transformation socialiste et qui ont néanmoins prétendu soutenir le mouvement populaire tout en le freinant pour tenter de rassurer. Le pouvoir en place est plus qualifié pour cette fonction, comme viennent de le confirmer les électeurs de gauche qui ont voté gaulliste au deuxième tour.

« Cette situation pose plus clairement que jamais le problème des objectifs et des méthodes de lutte politique de la gauche. A la vérité, la gauche socialiste est à refaire en France.

« Dans cet esprit, le P.S.U. va prendre tous les contacts nécessaires pour que se tienne à l'automne une rencontre nationale des forces socialistes. Il souhaite l'organiser avec tous ceux pour qui le socialisme est une forme de production et une culture, et non une simple correction sociale de la gestion capitaliste, et qui veulent travailler à sa mise en place par l'action constitutionnelle et légale comme par le soutien des mouvements populaires. Le P.S.U. espère que cette rencontre contribuera à développer le grand courant socialiste qui déjà s'esquisse dans le pays. »

Lundi 1^{er} juillet - 23 h.

Revendications

La bataille des droits syndicaux

Jacques Ferlus

Citroën, chef de file incontesté de l'industrie capitaliste française, a été obligé de faire de très larges concessions à ses ouvriers dans le domaine des droits syndicaux.

Ces fameux droits syndicaux avaient été ajoutés presque en dernière minute dans les revendications des dix millions de travailleurs en grève. L'initiative en revient surtout à la C.F.D.T. Si cette centrale avait été absente des discussions de Grenelle, on n'aurait pas eu à s'étonner de ne pas voir figurer ce point à l'ordre du jour. Pour s'en persuader, il suffit d'avoir lu le long article sur le pouvoir syndical publié dans « l'Humanité » du 28 juin dernier.

Cet accord sur les droits syndicaux marque malgré tout une évolution très nette dans les rapports entre le patron et les salariés. Pourtant ce qui a été obtenu est bien modeste. On peut penser qu'un peu plus de mordant de la part des syndicats aurait forcé le patronat et le gouvernement à tout accepter sans conditions, en un moment où la force était encore dans la rue et dans les usines occupées. Il sera difficile de reprendre l'offensive sur ce point. Il est démontré que le patronat n'hésite jamais à mettre la nation dans la pire des crises économiques pour préserver son sacro-saint droit à la propriété et à l'autorité. En mettant surtout en avant les revendications matérielles des travailleurs, les syndicats se sont battus sur un terrain qui favorisait surtout l'adversaire.

Le syndicat sort de la clandestinité

Dans quelques mois, alors que tous les avantages en nature risquent d'être dépassés, sinon inexistant, les travailleurs se rendront compte que le « petit » paragraphe sur les droits syndicaux est, en définitive, la seule base solide pour une nouvelle bataille.

Car le patronat a tout de même fait des concessions : la liberté de constitution de syndicats dans l'entreprise ; la protection des délégués syndicaux dans les mêmes conditions que les délégués du personnel ; le droit reconnu au syndicat de discuter avec la direction ; la collecte des cotisations, l'affichage, la diffusion de la presse à l'intérieur même de l'entreprise ; la mise à la disposition des syndicats de locaux pour tenir leurs permanences.

Bien sûr tout cela ne soulève pas l'enthousiasme de la majorité des travailleurs. Pour les militants syndi-

calistes c'est une avancée considérable. Enfin, ils vont peut être pouvoir sortir de leur semi-clandestinité. Eux, ne s'y sont pas trompés et sur la base des accords de Grenelle de nombreux secteurs et branches d'industries ont accompli un pas plus grand en matière de droit syndical.

Dans le verre mécanique (Saint-Gobain, Boussois) les syndicats vont pouvoir réunir les travailleurs à l'intérieur de l'entreprise, les primes anti-grèves sont interdites. Dans le textile les délégués syndicaux obtiennent quinze heures de crédit par mois. En outre un syndicaliste devant exercer un mandat syndical dans sa fédération ou sa confédération, sera considéré par son employeur comme étant détaché, il n'y aura pas rupture du contrat de travail. Dans la chaussure et la maroquinerie les jeunes, qui sont très nombreux, sont désormais éligibles à partir de l'âge de dix-huit ans. Chez Rhône-Poulenc chaque membre du personnel peut participer à des réunions pendant les heures de travail, jusqu'à concurrence de six heures par an. Chez Kodak, des commissions sont créées afin d'instaurer un dialogue et une participation effective avec le personnel et ses représentants.

Les accords de Grenelle n'ont pas tout réglé

Certes, il faut obtenir beaucoup plus que tout cela. On ne peut encore parler de pouvoir syndical à l'intérieur de l'entreprise et c'est bien là l'objectif. Il est clair que le gaullisme va se battre durement pour défendre les privilèges du patronat. Dans ces conditions il ne faut pas être trop optimiste sur l'avenir du projet de loi que vient de publier la C.F.D.T., projet dont le but est de garantir les droits syndicaux dans l'entreprise. Il se trouvera, dans la nouvelle Assemblée nationale, des hommes qui accepteront de déposer et de défendre ce projet ; il ne s'en trouvera pas suffisamment pour le voter. Car il est clair que pour les députés gaullistes, même s'ils se disent de gauche, la défense de la République ne passe pas par la défense des travailleurs. Il ne s'en trouvera pas un parmi eux pour reconnaître que les syndicats ont le droit de bloquer les décisions anti-sociales des patrons ; ont le droit de discuter sur la répartition des salaires ; ont le droit de contrôle sur les conditions de travail, les mesures de discipline et de licenciement.

Bien au contraire, il faut s'attendre à les voir tout mettre en œuvre



Leur force : c'est un pouvoir.

A.F.P.

pour que peu à peu les conquêtes de la grève restent sans résultats. Car nous n'avons aucune garantie que ce qui a été obtenu à Grenelle sera véritablement appliqué. Bien plus que se défendre, le patronat va contre-attaquer. Citroën qui fait fi de toutes les lois sociales depuis quinze ans ne va pas subitement devenir « le gentil patron ». Comme le disait un militant de la C.G.T. : « les brimades à l'adresse des syndicats et des syndiqués ne sont pas terminées, nous pouvons seulement espérer quelques mois de calme ». Ce sera pareil ailleurs dans des formes plus ou moins différents, à des degrés plus ou moins élevés.

Les travailleurs doivent défendre avec vigueur l'existence de la section syndicale dans l'entreprise puisque cela a été admis à Grenelle. Car la seule garantie pour l'avenir ce sont des sections syndicales puissantes, qui pourront à la fois s'opposer au patronat et infléchir les décisions des centrales syndicales, qui à ce moment là pourront vraiment affirmer qu'elles sont représentatives des positions de « la base ».

Le droit syndical, c'est la première victoire socialiste des travailleurs. En continuant la lutte sur ce terrain qui leur est favorable, ils préparent la prochaine grande bataille. La vraie. □

Berliet : la guérilla

Ils avaient repris le travail le 19 juin dernier, en chantant l'*Internationale* et la *Marseillaise*. Cela faisait 35 jours que les ouvriers de chez Berliet occupaient l'usine de Vénissieux.

Tout le monde, y compris la direction avait accepté les accords et les avait signés. Fiers de leur grève et de leur victoire les travailleurs se remettaient à l'ouvrage.

Une semaine plus tard les débrayages recommencent. La direction, au mépris des accords signés, venait de décider la mutation disciplinaire d'un chef d'atelier qui, à leur sens, avait été un peu trop mêlé à la grève. Les travailleurs ont répliqué par de vastes arrêts de travail, mais la direction n'est pas encore revenue sur sa décision.

Mais Berliet n'est pas un cas isolé. Un peu partout et notamment à Nantes, les travailleurs qui ont animé le mouvement de grève subissent des pressions et des brimades.

A l'opposé dans quelques entreprises, les ouvriers qui ont pris conscience de leur force font des pressions pour que certains éléments, un peu trop à la solde du patronat, soient éliminés de leurs postes de responsabilité.

Après la grande bataille de juin, c'est maintenant la guérilla qui commence. Les travailleurs et plus particulièrement les syndicalistes doivent rester vigilants car on ne leur passera rien. Et ce n'est qu'en répliquant coup pour coup, comme chez Berliet aux attaques du patronat, qu'ils arriveront à imposer leurs conquêtes du mois de juin. □

Désarmement

L'espoir

David Boubllil

Le 13 juin 1968, un pas supplémentaire a été effectué dans la direction d'un arrêt de la course aux armements nucléaires et la réduction des stocks existants de bombes atomiques, avec l'adoption par l'Assemblée générale des Nations-Unies du Traité de non-dissémination.

Le scrutin a donné quatre-vingt-quinze pour quatre contre et vingt abstentions.

Ici même nous avons analysé l'avant-projet du traité et nous en avons montré les lacunes et les faiblesses.

Satisfaction mitigée

La dernière version du traité comporte quelques innovations, dont la plus importante a trait à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

L'article V remanié prévoit la création d'une institution internationale appropriée, dans laquelle les pays non nucléaires seront représentés et qui leur permettra d'avoir accès aux avantages découlant de toutes les applications pacifiques des explosions nucléaires.

Nous avons en son temps attiré l'attention des lecteurs sur le danger que constituent pour les pays non nucléaires l'avant-projet qui était obscur sur ce point et qui risquait d'approfondir le fossé existant entre eux et les pays nucléaires qui ont une substantielle avance dans le domaine technologique.

L'article V ainsi libellé, « chaque partie au présent traité s'engage à prendre les mesures voulues pour assurer que, conformément au présent traité, sous une surveillance adéquate et par le moyen de procédures internationales appropriées, les avantages pouvant découler des applications pacifiques qu'elles qu'elles soient des explosions nucléaires soient accessibles aux Etats non dotés d'armes nucléaires, qui sont parties au présent traité, sur une base non discriminatoire, et que le coût pour lesdites parties des dispositifs explosifs soit aussi bas que possible et ne comporte aucun frais pour la recherche et la mise au point. Les Etats non dotés d'armes nucléaires, qui sont parties au présent traité, pourront obtenir des avantages de cette nature, conformément à un ou plusieurs accords internationaux spéciaux, par l'intermédiaire d'un organe international approprié où ils seront représentés de manière adéquate. Des négociations s'ouvriront à cet effet le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du traité. Les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au présent

traité pourront aussi, s'ils le souhaitent obtenir ces avantages en vertu d'accords bilatéraux » donne satisfaction à des pays comme la Roumanie, l'Inde, le Japon, l'Allemagne ou Israël et qui sont théoriquement capables de devenir des puissances atomiques dans les cinq ou dix années à venir.

Un reproche sur lequel chacun s'accorde concerne la durée du traité. L'article X indique dans son second alinéa « vingt-cinq ans après l'entrée en vigueur du traité, une conférence sera convoquée en vue de décider si le traité demeurera en vigueur pour une durée indéfinie, ou sera prorogé pour une ou plusieurs périodes supplémentaires d'une durée déterminée. Cette décision sera prise à la majorité des parties du traité ». Cette durée est beaucoup trop longue pour fixer quoi que ce soit dans un univers en progression technologique foudroyante. Des pays comme le Japon qui ont réalisé des progrès techniques étonnants réussiront-ils à rester pendant un temps aussi prolongé astreints à toutes les clauses du traité?

Une ouverture

Certes le traité de non-dissémination n'est pas encore le désarmement général, mais il est la porte ouverte à toute mesure tendant dans ce sens.

D'ailleurs l'article VI précise que « chacune des parties au présent traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur les mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Tous les espoirs sont donc permis, et la psychologie de la coexistence pacifique aidant, nous voyons d'ores et déjà les deux super-puissances faire un pas important puisque jeudi 27 juin 1968, M. Gromyko a, pour la première fois proposé publiquement des conversations sur la limitation et ultérieurement la réduction des systèmes de fusées stratégiques, tant offensives que défensives, détenus par les Etats-Unis et par l'U.R.S.S.

Le ministre soviétique des affaires étrangères répondait publiquement à l'offre faite en janvier 1967 par le président Johnson d'une limitation voire d'une suppression parallèle des anti-missiles (A.B.M.).

Certes le but premier des deux grands est de ne pas s'engager dans une course ruineuse, alors qu'il y a un meilleur emploi à faire de ses ressources.

Mais qu'importe l'arrière-pensée



La tenue anti-atomique : 800 millions c'est trop cher.

Agip

si le bon sens et l'esprit de coexistence pacifique sortent renforcés.

D'autre part, il est notoire que la construction d'un réseau « Mince » d'A.B.M., est inefficace contre des pays comme l'U.R.S.S. ou les Etats-Unis et qu'il était essentiellement dirigé contre la Chine. Or pour un tel résultat insignifiant (puisque les deux super-puissances sont dotées d'une capacité de fusées offensives énorme et suffisante pour prévenir une attaque d'un pays nucléaire secondaire tel la France ou la Chine) la dépense est énorme : 5 milliards de dollars pour un mini-réseau.

L'absence de la France

Ainsi on peut penser que l'aboutissement de la négociation sur la non-dissémination a joué son rôle dans cette affaire, de même que l'insistance continuelle des signataires non nucléaires du traité pour des mesures concrètes de désarmement.

Sous le coup de boutoir des pays non nucléaires et devant leur sourd mécontentement l'article VI du traité de non-dissémination semble avoir fonctionné de façon rapide.

Certes, il ne faut pas croire que tous les problèmes seront rapidement résolus. Depuis bientôt vingt-trois ans les négociations échouent sur la question du contrôle.

Les progrès techniques réalisés depuis (système des boîtes automatiques), le climat de confiance qui ne manquera pas d'être créé seront précieux dans la suite des pourparlers en cours.

L'espoir est ainsi né. Notre pays qui s'est abstenu, lors du vote sur le traité de non-prolifération s'engagera-t-il à son tour dans la voie ainsi ouverte ?

Les récentes augmentations des salaires et des soldes consenties à l'ensemble des personnels des armées, et qui représentent 800 millions de francs en année pleine, c'est-à-dire plus de 55 % des crédits supplémentaires qui seraient alloués en 1969 à la défense nationale dans l'hypothèse la plus favorable.

D'autre part ces augmentations atteignent aussi les prix industriels, d'où augmentation des coûts des matériels militaires ce qui entraînera un retard chiffré à près de deux ans par M. Debré dans l'effort de recherche et d'équipement des armées, notamment en matière nucléaire.

Or, sans cela nous avons déjà dénoncé la politique suivie par le gouvernement gaulliste dans le domaine de la défense nationale qui, à notre sens n'avait aucune efficacité vu le peu de rendement que l'on pouvait tirer d'une force de frappe désuète. Certes on nous avait promis une défense « tous azimuts », mais on s'était fait des illusions sur les possibilités financières de notre pays.

Le contrôleur général Heidt analysant dans la Revue de Défense Nationale de décembre 1967, le budget des armées pour 1968 concluait « Il faut cependant savoir que si la réponse était négative (sur les résultats de la politique militaire suivie depuis 1965), ce sont les bases mêmes de la loi de programme et de planification sous-jacente qui devraient être révisées. »

Les secousses salutaires de mai 1968, les pourparlers en cours entre les grandes puissances devraient inciter notre pays à remplacer son slogan de défense « tous azimuts » par sécurité « tous azimuts » : l'espoir est-il permis? □

Été 68

Les étudiants continuent

Jacqueline Giraud

Sept semaines seulement ont passé. Persécutés par le pouvoir, rejetés par la gauche traditionnelle, les étudiants se retrouvent seuls. Hormis le P.S.U., quelle organisation oserait encore les soutenir ? Le grand reflux de la peur est passé par là, matérialisé par l'élection d'une chambre « introuvable ». Les étudiants n'ont qu'un défaut : quand chacun s'évertue à rentrer dans « l'ordre », eux ne changent pas. Pas plus qu'il y a un mois, ils ne sont « provocateurs » ou « enragés ». Mais, pas plus qu'il y a un mois, ils n'entendent faire le jeu du gouvernement qui voudrait utiliser leur révolte pour mettre en place sa réforme.

Lâchés à gauche, les étudiants sont menacés sur leur droite par la tribune des « silencieux » de mai qui se sont trouvés un chef de file en la personne de Raymond Aron.

« Aujourd'hui, dans l'Université comme dans la République, un impératif et un seul : en finir avec la mascarade révolutionnaire », écrit dans le *Figaro* du 12 juin, l'universitaire Raymond Aron. Et dans une série d'articles qui le disqualifient à jamais, il fait appel aux « bons » étudiants et aux enseignants « qui ont gardé la tête froide » pour sauver l'Université du péril. Il n'a pas manqué de « bons » étudiants, de ceux que nul n'a aperçus tout au long du mois de mai, pour entrer dans la manœuvre. Et l'on a vu, ces quinze derniers jours, se multiplier les organismes « apolitiques » qui appellent les étudiants à se grouper pour combattre le « danger marxiste » et pour travailler « sérieusement » aux projets de réforme qu'il conviendra de proposer au gouvernement. Aucun, bien sûr, ne se réclame de la droite, ni même du gaullisme. Tous, au contraire s'efforcent de récupérer les étudiants engagés dans le mouvement en se parant de noms ambigus : Comité étudiant pour les libertés universitaires (C.E.L.U.), Mouvement d'organisation des étudiants pour la liberté (M.O.D.E.L.), Mouvement universitaire pour la réforme (M.U.R.), Comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire (C.L.E.R.U.). Mais quelle liberté, quelle réforme, quelle rénovation ? Sur ce point, les articles de Raymond Aron nous éclairent parfaitement. La liberté : « Il ne s'agit pas aujourd'hui de discuter sur l'Université de demain, il s'agit de faire front à la subversion terroriste. » La réforme : « Il est inconcevable que les étudiants participent d'une façon ou d'une autre à l'élection des enseignants. » Le « mandarin » en tremble encore !

Les « idées » de Raymond Aron

Le but de l'entreprise est clair : il s'agit maintenant, pour le gouvernement de se trouver quelques « bons » étudiants qui acceptent le « dialogue ». Il s'agit surtout d'utiliser le mouvement pour faire passer la réforme Fouchet qui se heurte aussi bien à l'hostilité de certains enseignants conservateurs qu'à celle des étudiants socialistes. La réforme Fouchet, en effet, peut avoir des allures « progressistes » par rapport à l'Université libérale, héritée du XIX^e siècle, et chère à bien des enseignants. Tout en maintenant une culture de classe, elle n'en visait pas moins à mieux adapter la formation aux besoins en cadres de la société capitaliste française. Et, dans cette mesure, elle peut se permettre d'intégrer certaines réformes souhaitées par les étudiants. Mais ces réformes seraient déviées de leur sens par l'objectif profond du plan Fouchet : la soumission de l'Université aux besoins de la société capitaliste. C'est lui que les étudiants récusent. C'est pour cela qu'ils refusent le dialogue. Et c'est pour cela qu'ils sont victimes d'un grand malentendu. Le pouvoir et ses alliés dans l'Université s'obstinent à faire passer l'U.N.E.F. et les divers groupes engagés dans le mouvement de mai pour des agents subversifs, dont le seul souci est de faire la révolution et qui se moquent bien des problèmes universitaires. Quand c'est précisément parce qu'ils sont à l'Université et qu'ils se sont préoccupés des problèmes universitaires, que les plus conscients des étudiants en sont arrivés à la conclusion qu'il ne pouvait y avoir d'université démocratique dans une société régie par les intérêts d'une classe.

Une majorité consciente

Le premier acquit du mouvement de mai c'est qu'aujourd'hui ils ne sont plus une minorité à l'avoir compris. Mais une majorité. Une majorité qui a pris conscience concrètement, dans la rue, sur les barricades, dès lors qu'elle a vu quelles forces répressives le pouvoir envoyait contre ceux qui contestaient en l'Université. Car le pouvoir sait bien, aussi bien que ces étudiants qu'il insulte, qu'une véritable contestation de l'Université débouche inévitablement sur la remise en question de la société.

Et c'est pourquoi, dans l'immédiat, la lutte des étudiants ne peut être que de plus en plus politique. Mais pour la poursuivre, ils doivent sortir de leur isolement. Ils doivent maintenant expliquer quelle université ils veulent et pourquoi elle implique



29 juin : le défilé de « Sciences Po ».

Agip

une transformation de la société. Engagés dans le feu de l'action, ils n'en ont pas toujours eu le temps. Maintenant, pour cimenter la liaison entre leurs luttes et celles des ouvriers qui ne manqueront pas de renaitre, les étudiants doivent s'expliquer. Ils peuvent le faire dans le Comité d'Action. Ils le feront mieux encore dans les Universités populaires que l'U.N.E.F. se propose d'organiser cet été, si le pouvoir n'investit pas toutes les facultés. Ces Universités populaires, qui sont en gestation à Paris, à Grenoble, à Rennes et à Caen, seraient un lieu de rencontre et de formation, sous contrôle ouvrier, avec la participation des étudiants et des enseignants.

Le primat donné à la poursuite de l'action politique ne signifie pas que les étudiants engagés dans le mouvement se désintéressent des problèmes universitaires. Même si l'on en parle peu, il s'est déjà fait du bon travail dans les assemblées constituantes de facultés. Il s'agit maintenant d'opérer une confrontation nationale de ces travaux : elle se fera les 5, 6 et 7 juillet, lors des Assises nationales de l'U.N.E.F.

Déjà certains principes sont clairement posés. Certes, il faudra bien élaborer des propositions de transformation radicale des structures, du contenu et des méthodes de l'enseignement. Mais en même temps, il faut mettre en place des structures de contestation. L'essentiel, à cet égard, est de pouvoir contrôler et contester les décisions là où elles sont appliquées, c'est-à-dire au niveau du département. C'est donc à ce niveau qu'il faut implanter des Commissions paritaires qui permettent aux étudiants de bloquer les décisions. Il faut également lever l'am-

bigüité qui entoure le mot d'ordre d'autonomie. L'autonomie des facultés, le gouvernement est prêt à l'accepter pour instaurer un système d'universités concurrentielles à l'américaine. Pour y parer, les étudiants ne peuvent accepter l'autonomie des facultés qu'assortie de conditions d'accès et de diplômes partout identiques.

Le grand mot d'ordre enfin demeure le refus de la sélection et la suppression des examens. A cette solution malthusienne, les étudiants opposent la nécessité de diversifier les enseignements — mais dans un cadre unifié qui supprime les distinctions « de classe » entre facultés, Grandes Ecoles et I.U.T. — et celle de créer de nouveaux enseignements qui confèrent une pratique professionnelle. Quant aux examens, ils doivent céder la place à un contrôle continu des connaissances portant sur une pratique réelle.

Comment pourrait fonctionner un enseignement ainsi transformé, c'est ce que les étudiants et les enseignants se proposent d'expérimenter dans les Universités d'été.

En dépit du reflux gaulliste et des élections dont ils n'espéraient rien, les étudiants ne sont pas démobilisés. Tout au long de l'été, ils entendent continuer la lutte sur le double terrain de la réforme universitaire et de la transformation politique.

Et si le gouvernement choisit de négocier avec des interlocuteurs sur mesure, avec tous les absents du mouvement de mai, il sera bien en peine à la rentrée de faire appliquer des réformes rejetées par les étudiants et les enseignants les plus actifs. □



A.F.P.

L'UNEF fait le point

Trois questions à Jacques Sauvageot

T.S. — Certaines des facultés ont été occupées par la police, d'autres évacuées par les étudiants eux-mêmes ; certaines devraient abriter cet été des Universités populaires. Quelle est exactement la situation et quelles sont les consignes que donne l'U.N.E.F. au mouvement étudiant ?

Jacques Sauvageot. — L'occupation des Universités par les étudiants a eu à l'origine un certain nombre de raisons bien précises : il s'agissait d'abord d'obtenir la libération et l'amnistie de tous nos camarades manifestants, le retrait des forces de police des quartiers universitaires. Il s'agissait ensuite et surtout que les facultés deviennent le centre du large débat ouvert sur les problèmes de l'enseignement et sur toutes les questions posées par le mouvement.

Il est nécessaire, je crois, de rappeler les quatre objectifs essentiels que l'U.N.E.F. avait avancés pour le mouvement étudiant : instauration immédiate d'un pouvoir étudiant réel dans les facultés avec droit de veto sur toute décision prise ; subordination à ce premier point, autonomie des Universités et des facultés ; extension de la lutte à l'ensemble des secteurs qui diffusent l'idéologie dominante, c'est-à-dire l'information et l'ensemble des acti-

vités culturelles ; enfin, jonction réelle avec les luttes ouvrières et paysannes.

Dans le même temps, il s'agissait de préciser d'autres revendications concernant plus particulièrement notre domaine, à savoir : le boycott des examens traditionnels et le contrôle par les étudiants de tout moyen de délivrance des diplômes ; la transformation radicale du contenu et des méthodes de l'enseignement ; le refus de la sélection, tant à l'entrée en faculté qu'au cours des études supérieures. Sur tous ces points, des commissions ont siégé, des travaux ont été réalisés par les étudiants et les enseignants. Il faut ajouter que les facultés sont devenues un lieu de contact et de travail pour tous, quelle que soit leur profession et leur origine ; ainsi était atteint un des buts essentiels du mouvement de mai : faire de l'Université l'instrument des travailleurs et de ceux qui luttent à leurs côtés.

Il était normal dans ces conditions que le pouvoir, soucieux de « rétablir l'ordre », c'est-à-dire en fait de revenir à la situation antérieure au mois de mai, cherche à réoccuper les locaux universitaires. Ce n'est pas un hasard si la Sorbonne a été la première faculté occupée, suivie de peu par l'École des Beaux Arts. Repren-

dre la Sorbonne, c'était détruire le symbole de l'Université occupée par les étudiants, c'était provoquer ces derniers, c'était surtout empêcher de faire de cette faculté le lieu de rencontres internationales et populaires, où seraient débattues les possibilités de continuer la lutte des étudiants et des travailleurs. Occuper les Beaux Arts, c'était tenter de mettre la main sur un atelier de fabrication d'affiches, trop dangereuses pour le pouvoir parce que trop agissantes en milieu populaire. Occuper ces facultés, c'était aussi montrer que le pouvoir entendait rétablir l'Université telle qu'elle avait existé jusqu'à présent et c'était enfin indiquer à l'évidence qu'il serait capable d'y faire appliquer sa politique, donc ses réformes, telles qu'il les a toujours conçues et exposées.

Après la « reprise du travail », avec les vacances, l'occupation des facultés par les étudiants se situe dans un contexte nouveau et doit prendre une signification bien précise. L'occupation des facultés ne doit pas être maintenue pour elle-même. Lorsque les travaux des commissions seront, provisoirement — car il faudra s'y remettre — terminés, lorsque les travaux préparatoires aux assises nationales de l'U.N.E.F. seront achevés, nous demandons aux étudiants de cesser l'occupation des facultés, sauf de celles où doivent se tenir les Universités populaires et de celles où des expériences, des tentatives pour réaliser un nouvel enseignement sont en cours. Prochainement, l'occupation ne concernera plus qu'une dizaine de facultés environ et même, à partir de la deuxième quinzaine de juillet, ce nombre sera encore plus réduit.

Evidemment, lors de la rentrée universitaire, si le gouvernement cherche à imposer ses réformes, ses projets de sélection, de barrage, d'élimination des étudiants, nous serons peut-être amenés à réoccuper l'ensemble des facultés. La lutte n'est pas terminée, elle ne fait que continuer sous de nouvelles formes.

T.S. — Que doivent être ces Universités populaires dont tout le monde parle sans savoir exactement de quoi il s'agit ?

J. S. — Les Universités populaires répondent à une double exigence : d'une part tester les projets, les propositions que nous avons pu faire jusqu'à présent ; d'autre part faire que l'Université, lieu d'études et de recherches sur tout ce qui concerne la vie du pays, remplisse réellement sa fonction dans tous les domaines et donc qu'elle soit un lieu d'études et de recherches sur le mouvement que nous avons vécu, ses origines, son déroulement, ses conséquences et sa poursuite.

Nous avons depuis longtemps avancé un slogan qui pour nous est essentiel : l'Université aux travailleurs. Nous voulons montrer que ce mot d'ordre a vraiment une signification,

que ce peut être une réalité et non simplement une idée aussi vague que généreuse, émise par quelques intellectuels sentimentalement révolutionnaires.

L'Université aux travailleurs, cela ne veut pas simplement dire que les facultés doivent être ouvertes aux fils des travailleurs ; c'est là un aspect important, mais qui ne caractérise pas vraiment notre intention. L'Université aux travailleurs, c'est tout simplement l'Université ouverte aux problèmes des travailleurs, économiques, sociaux, culturels ; c'est aussi l'Université où l'on apprend autre chose que des connaissances qui servent à faire d'un étudiant un cadre au service du patronat, docile à ses ordres et rapide à partager ses préoccupations.

Ces Universités populaires seront donc ouvertes à tous les travailleurs manuels et intellectuels ; elles seront centrées sur les problèmes qui concernent les travailleurs : apprentissage d'un métier, emploi, pouvoir ouvrier, fonctionnement des entreprises, mécanismes économiques et sociaux, etc. Dans cette optique, il est très important pour nous que le plus grand nombre de travailleurs participent à ces Universités populaires. Pour faciliter cette participation, nous avons prévu que les travaux qui se dérouleront pendant le mois d'août, se feront par cycles de huit jours. Les conditions d'hébergement et de nourriture seront telles que les travailleurs puissent y venir avec leurs familles. Tous les renseignements pratiques peuvent être dès maintenant obtenus auprès de l'U.N.E.F. où un service spécial a été mis sur pied à cet effet.

Nous souhaitons aussi bien entendu que ces Universités populaires soient un lieu de travail en commun où se retrouveront des lycéens, des étudiants, des enseignants de tous les degrés, des artistes et des journalistes. Nous voulons qu'il y ait là un important lieu de rencontre pour Français et Étrangers. Nous pensons être en mesure de faire fonctionner durant le mois d'août de telles Universités populaires à Paris (Halles aux vins), à Grenoble, à Caen, à Rennes, peut-être à Nice et dans quelques autres villes.

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

T.S. — Dans quelques jours vont se tenir à Grenoble les assises générales de l'U.N.E.F. De quoi s'agit-il ?

J. S. — Après tout ce qui s'est passé, il était normal que l'U.N.E.F. fasse le point. C'est là le sens principal qu'il faut accorder aux assises nationales de l'U.N.E.F. organisées à Grenoble les 5, 6 et 7 juillet.

Il est certain qu'au cours des événements, l'U.N.E.F. a retrouvé dans la masse des étudiants et de la population une audience qu'elle avait perdue depuis quelques années. Par ses mots d'ordre, ses propositions d'action, l'U.N.E.F. a été capable de participer efficacement à la conduite des luttes ; mais le développement même de l'intervention et de l'audience de l'U.N.E.F. pose de gros problèmes qu'il faut résoudre. Il faut d'abord étudier dans quelle mesure il n'est pas nécessaire de réviser les structures qui sont les nôtres : très hiérarchisées, l'U.N.E.F. ne permet pas toujours, tant au niveau national qu'au niveau local, l'expression la plus directe des militants de base. Plus généralement, en prévision de la rentrée, au moment où le gouvernement va lancer son offensive, il importe de fixer clairement ce que sera notre ligne de conduite.

C'est pourquoi, après avoir abordé le sens et les perspectives offertes au mouvement, ces assises devront se pencher sur un certain nombre de questions essentielles : quelle est la signification de la cogestion liée à l'idée de contestation et de pouvoir

étudiant ? quelle est la nature de la lutte idéologique ? comment, vus les rapports qu'entretient l'Université avec l'économie, se posent les problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle ? comment lier les luttes étudiantes aux luttes ouvrières ? enfin, quels sont alors, compte tenu des réponses qui seront apportées à toutes ces questions, la nature et le rôle de l'U.N.E.F. ?

Ce que nous recherchons donc, par ces assises, c'est à relancer parmi les étudiants un grand débat sur l'U.N.E.F. et sa fonction. Lors de la rentrée un Congrès extraordinaire de l'U.N.E.F. aura pour tâche d'adopter une nouvelle charte, de voter, si nécessaire, de nouveaux statuts. Dès maintenant, pour préparer la lutte à la rentrée, pour éviter tout danger réformiste, il faut fixer des cadres essentiels, correspondant à ceux qui ont déterminé l'action de ces deux derniers mois, il faut poursuivre le mouvement. C'est pourquoi tous les étudiants syndiqués, de même que tous ceux qui ne le sont pas encore mais veulent le devenir dans une organisation renouée, ont été invités à élire des délégués pour ces assises. Celles-ci pourront donc être vraiment l'expression du mouvement et faire de l'U.N.E.F. l'organisation capable de donner de nouvelles perspectives aux luttes des étudiants. □

(Interview recueillie par
Rémy Grillaut)

Mutualité - Grande Salle - Jeudi 4 juillet
à l'initiative de l'U.N.E.F.

MEETING - DÉBAT sur LES UNIVERSITÉS POPULAIRES

introduit par
Jacques SAUVAGEOT
Vice-Président de l'U.N.E.F.

Jean-Louis WEISBERG
du bureau national des C.A.L.

avec

Vers une Université nouvelle
Maurice CHALAYE
du bureau national du S.N.E. Sup.

Vers le pouvoir ouvrier
Alfred CRUMNOV
responsable syndicaliste C.F.D.T.

Vers une culture nouvelle
Guy RETORE
directeur du Théâtre de l'Est parisien

Vers un nouvel internationalisme
Marc HEURGON
membre du bureau national du P.S.U.

Universités populaires

Tous ceux qui sont intéressés par les Universités populaires peuvent s'adresser pour tous renseignements au Bureau national de l'U.N.E.F., 15, rue Soufflot, Paris (5^e). DAU. 86-01.

Stage National E.S.U.

Le secrétaire national des E.S.U. organise du dimanche 21 au lundi 29 juillet inclus, un stage national de formation, ouvert à l'ensemble des militants.

Ce stage a pour but d'homogénéiser la théorie et la pratique des étudiants et des lycéens du P.S.U., et de tirer les leçons des événements du mois de mai.

Ce stage se déroulera en principe suivant le schéma suivant :

— analyse de l'impérialisme et stratégie révolutionnaire dans le tiers monde ;

— capitalisme organisé et division de la société en classe dans les pays capitalistes avancés ;

— problèmes de stratégie (programme de transition, dualité de pouvoir, réforme de structures et prise du pouvoir) ;

— stalinisme, auto-gestion et planification ;

— université et société, luttes étudiantes ;

— parti révolutionnaire.
Pour tous renseignements téléphoner à FON. 22-60.

Fédération de Paris

Une assemblée des militants de la fédération de Paris aura lieu le mercredi 10 juillet, à 21 h, à la salle Lancry, 10, rue de Lancry.

Au cours de cette réunion-débat, une discussion permettra de faire le point sur les événements.

Bons de Soutien

Les fédérations sont priées de renvoyer d'urgence les carnets de bons de soutien afin de permettre de faire la ventilation et de procéder au tirage prochainement.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 18 F
1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

STAGES DE FORMATION

Des stages de formation d'une durée de quatre jours sont organisés cet été pour les nouveaux adhérents du parti. Ils auront tous lieu dans la banlieue parisienne en deux périodes : fin juillet et début septembre.

Voici les dates :

20 au 23 juillet
24 au 27 juillet
28 au 31 juillet

1^{er} au 4 septembre
5 au 8 septembre
9 au 12 septembre
13 au 16 septembre

Tous les nouveaux militants désireux de s'inscrire pour un des stages doivent écrire d'urgence au Service Formation du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

Petite annonce

A louer août, 1 000 F, BAGUR, approv. méd. et pharm. au village, Espagne (Costa Brava) pins et à 2 km plage, appart., cuisine, cab. toil. douches, sanit., gr. salle séj., chambres avec 7 lits dont 1 de 2 pers. Ecrire aux anciens locat. Dr BOUGOUIN A., rue Bl. de Castille, 76 - Mont-Saint-Aignan.

êtes-vous vraiment "ÉQUIPÉ STENCIL" ?

Inventé par David Gestetner à la fin du siècle dernier, le procédé stencil est encore aujourd'hui, le croirait-on, utilisé dans certaines entreprises avec les méthodes de cette époque (et presque avec le même matériel).
C'est tout à l'honneur du procédé, mais c'est dommage pour l'utilisateur.
L'équipement stencil 1968 permet la reproduction "vite et bien" de n'importe quel document à 10... 100... 5 000 exemplaires. Les stencils sont gravés automatiquement, en quelques minutes, sans intervention manuelle.
Si vous en doutez, demandez à Gestetner sa documentation n° 539 sur le fameux tandem graveur-duplicateur.
GESTETNER - 71, rue Camille-Groult, 94-VITRY - Tél. 482.47.85.

Pologne

Un communisme réactionnaire

Lucienne Rey

De nombreuses situations ne s'expliquent désormais de par le monde qu'à partir d'une réaction étudiante. C'est ainsi que dans le « T.S. » n° 374 nous avons pu analyser la conjoncture tunisienne. Aujourd'hui nous donnons la parole à Lucienne Rey qui revient sur ce qui s'est déroulé en Pologne il y a quelques semaines. Notre amie évoque à la fois les problèmes de la jeunesse polonaise et ceux de l'antisémitisme latent auquel les dirigeants de ce pays font appel. Dans un prochain numéro nous évoquerons l'Amérique latine, également à la lumière des révoltes étudiantes.

Le déroulement des manifestations déclenchées, en mars dernier, par les étudiants de Varsovie, suivis par ceux d'autres villes universitaires de Pologne, a été relaté en détail par des correspondants des journaux parisiens, notamment celui du *Monde* ; il est donc bien connu. Ce qu'il convient de mettre en relief, ce sont les raisons profondes de ce mouvement, puis ses prolongements, tels qu'ils se dégagent des déclarations des principaux personnages du parti et du gouvernement polonais.

Pourquoi cette révolte ?

C'est bien l'interdiction de continuer la représentation du drame d'Adam Mickiewicz *« Les Aïeux »* qui fut à l'origine de ces manifestations. C'était la véritable raison, non point un « prétexte », invoqué par les seuls milieux gouvernementaux. Dire que l'antitzarisme de la pièce devenait facilement de l'antisémitisme, c'est chercher bien loin la relation entre causes et effets. Il suffit de constater que l'élan vers la liberté de la jeunesse polonaise d'il y a cent quarante ans a trouvé un très vif écho auprès de celle d'aujourd'hui. Comment la bâillonner au nom d'une « raison d'Etat » ? Pièce célèbre, *« Les Aïeux »* chante la liberté : c'est cela qui fit peur aux gouvernants. Aujourd'hui, la censure s'en prend à Mickiewicz, demain elle pourra aussi bien s'exercer contre le V. Hugo des *« Châtiments »*, ou un autre poète romantique.

Avant les manifestations d'étudiants, des représentants les plus autorisés du monde des lettres, « émus par cette interdiction », étaient intervenus auprès du ministre de la Culture et des Arts : depuis le comité directeur de l'Association des écrivains polonais, jusqu'à celui du Pen Club polonais, en passant par la section varsoivienne de cette association, qui émit un énergique protestation lors de son assemblée générale extraordinaire du 29 février (1). C'est parce qu'on n'a pas tenu compte de toutes ces protestations que la révolte éclata.

Dès que les premières mesures de coercition eurent été prises contre des manifestants, des intellectuels polonais, dont des écrivains renommés, prirent la défense des étudiants, soulignant leur maturité (2). Le cardinal Wyszynski, évoqué à ce propos, n'a donc pas été le seul à avoir cette attitude.

Les jeunes Polonais sont acquis au régime socialiste, ils ne pensent nullement à remonter le cours de l'histoire. Après avoir entendu beaucoup parler de « démocratisation », ils ont réclamé, dans les rues de Varsovie, *liberté, démocratie, liberté d'expression*, protesté contre l'absence de celles-ci, dénoncé la censure sévissant jusqu'à une œuvre du grand poète, sous le prétexte que les spectateurs du Théâtre National en avaient chaleureusement applaudi certains passages. Protestation d'autant plus compréhensible que les méfaits de la censure sont bien connus depuis ces dernières années : procès intentés à plusieurs écrivains, confiscation de manuscrits, lourdes peines de prison à l'encontre de jeunes auteurs.

Suites et prolongements de la révolte

La révolte des étudiants et des intellectuels polonais fut réprimée par les moyens forts que l'on sait : révocations des professeurs renommés, exclusions de facultés de nombreux élèves, destitutions des fonctionnaires (dont certains parce que pères de manifestants), épurations prévues chez les écrivains, etc. Elle eut aussi des prolongements inattendus dans les mesures de discrimination nationale ou raciales mises en application par les dirigeants.

Voici ce que W. Gomulka a dit dans son discours du 19 mars dernier :

« Une partie de la jeunesse étudiante d'origine juive ou de nationalité juive a pris une part active aux événements qui viennent d'avoir lieu. Les parents d'un grand nombre de ces étudiants occupent des postes plus ou moins responsables, même



J. Cyrankiewicz

des postes élevés, dans notre Etat. Cette circonstance a fait que, sur la vague de ces événements, émergea la lutte contre le sionisme, parfois mal compris. » (3)

Il est certain que M. Gomulka comprend bien cette lutte. Rappelons qu'il l'engagea dès juin 1967, affirmant « qu'un citoyen polonais ne pouvait avoir qu'une seule patrie, la Pologne populaire », préférant des menaces contre tous ceux qui voudraient témoigner de la sympathie à un pays étranger (4).

Dans son récent discours (du 19 mars), le premier secrétaire du parti, renchérissant sur ses déclarations précédentes, s'en prend au sionisme :

« Existe-t-il en Pologne des nationalistes juifs, adeptes de l'idéologie sioniste ? Certainement oui. Ce serait pourtant un malentendu si l'on voulait voir dans le sionisme un danger pour le socialisme ou pour le régime social et politique de la Pologne. »

S'il n'y a pas de danger, pourquoi donc cette campagne ? Pourquoi, surtout, blâmer les Polonais « d'origine juive » d'avoir eu, pendant la guerre de six jours, des sympathies pour Israël, alors que toute la population polonaise (« aryenne ») les a manifestées ?

Cette attitude, qui a été générale, a beaucoup déplu aux gouvernants polonais. Le premier ministre J. Cyrankiewicz l'a bien souligné dans son discours à la Diète, le 10 avril dernier :

« Il y a parmi les citoyens polonais de nationalité juive un certain nombre de personnes aux convictions nationalistes, sionistes, donc pro-israéliennes. Dans les conditions actuelles créées par l'Etat d'Israël, ces gens se sont trouvés en conflit avec eux-mêmes (...). Ce conflit exige une solution individuelle dans la conscience de celui qui le vit. » (5)

Le nombre des citoyens polonais qui se réclament de la nationalité juive ne dépasse pas 25 000 personnes. Sont-ils sionistes ? Il est difficile de l'affirmer, puisque le sionisme, en tant que courant politique, avait attiré ses partisans en Palestine,

il y a bien longtemps. Mais plus nombreux sont les citoyens « d'origine juive » qui se considèrent comme Polonais ; seule, parfois, la consonance de leur nom indique cette origine, de même qu'il en est en France.

Mais le distingo subtil entre l'antisémitisme et l'antisémitisme ne trompe personne. Ceux qui viennent d'être chassés de leurs postes, de plusieurs chaires universitaires — et dont on sait qu'ils sont « d'origine juive » — ne se dissimulent pas la véritable raison de leur éviction. Leur entourage non plus. Et la collectivité nationale, écœurée et indignée, considère que le parti et le gouvernement viennent de déclencher une campagne antisémite d'envergure, dans laquelle elle refuse de se laisser entraîner.

D'ailleurs, lorsque l'arsenal antisémite ou « sioniste » est épuisé ou insuffisant, on a recours à l'ancien vocable de « cosmopolite », non moins usé, mais que Gomulka reprend à son compte :

« Il est hors de doute qu'actuellement il se trouve dans notre pays un certain nombre de personnes, citoyens polonais, qui ne se sentent ni Polonais, ni Juifs. On ne peut leur en tenir grief. Nul n'est en mesure d'imposer à quelqu'un un sentiment national s'il ne le possède pas. Ces gens, en raison de leurs sentiments cosmopolites, devraient éviter les domaines d'activité dans laquelle l'affirmation nationale apparaît comme indispensable. » (6)

Tant de paroles vénimeuses, pour attaquer publiquement et nomément le poète A. Slonimski, dont l'activité littéraire, connue depuis plus de trente ans, fait honneur à la Pologne.

Concluons. Ainsi qu'on peut le constater, les récentes déclarations de Gomulka, premier secrétaire du parti ouvrier polonais unifié, et de Cyrankiewicz, chef du gouvernement, démontrent le caractère réactionnaire de leur activité politique. Que les deux dirigeants essaient de se justifier par la peur de voir occuper les plus hauts postes au parti et au gouvernement par les « partisans » n'y change rien. Cet argument est autant prématuré que spéciaux. □

(1) Voir l'article de W. Balicki, directeur de département au ministère de la Culture, publié dans *Zycie Warszawy (La Vie de Varsovie)* du 17-18 mars 1968.

(2) Lettre citée par Gomulka dans son discours du 19 mars, in *Trybuna Ludu (Tribune du Peuple)*, quotidien du Parti ouvrier polonais unifié, du 20 mars 1968.

(3) Voir *Trybuna Ludu* du 20 mars 1968.

(4) Dans le discours qu'il prononça au congrès de la centrale syndicale, le 19 juin 1967 et publié dans *Glos Pracy (La Voix du Travail)* du 20 juin 1967.

(5) Voir *Trybuna Ludu*, du 11 avril 1968.

(6) *Trybuna Ludu*, du 20 mars 1968.

O.R.T.F.

On nettoie

Serge Dumont

« **L**e gouvernement ne craint en aucun cas l'objectivité et il a dans tous les domaines des possibilités suffisamment solides pour pouvoir renoncer à sa propagande », a déclaré M. Guéna, ministre de l'Information, le 27 juin dernier en réponse aux questions des auditeurs d'Europe n° 1. « Je crois d'ailleurs, a-t-il ajouté, que nous ne sommes pas très doués pour la propagande et que nous n'avons pas été très adroits, très habiles et capables pour répandre les informations sur tout ce que nous avons fait depuis des années. »

Toujours déconcertantes par leur naïveté ou leur cynisme, les déclarations de M. Guéna, sont dans le contexte politique où elles arrivent, de véritables perles. Les citations du ministre de l'Information devraient intéresser, un jour, un éditeur de livres d'humour.

M. Guéna a dit bien d'autres choses significatives du refus gouvernemental de transiger et de négocier avec ceux qui à l'O.R.T.F. défendent l'intérêt du public.

Après une reprise partielle (les journalistes, réalisateurs, producteurs, acteurs et auteurs s'étant prononcés pour la poursuite de la grève) du travail pendant une semaine, les problèmes de fond demeurent en effet, plus que jamais sans audience auprès d'une majorité forte et prête à montrer sa force.

L'Intersyndicale maintenant

Quelle action peuvent entreprendre maintenant les travailleurs de l'Intersyndicale ? Elle n'est pas encore précisée, mais il paraît urgent de la définir par un accord aussi unanime que possible et de la suivre dans l'unité et la discipline qui seules pourront sauver le mouvement. Un préavis de grève avait été déposé pour le 2 juillet, puis retiré.

Bien que les dirigeants de l'O.R.T.F. aient annoncé qu'aucune sanction ne serait prise officiellement pour fait de grève... on est en droit de rester très prudent et vigilant. Si des sanctions ne sont pas prononcées officiellement « de nouvelles affections » pourront être décidées, c'est-à-dire, des « mises à l'ombre » provisoires, des éliminations lentes et progressives.

On a donc de légitimes appréhensions devant « la remise en route progressive de la radio » et la « réorganisation des émissions de l'actualité télévisée » dont on a parlé ces jours derniers.

On nettoie. Cela a commencé par la suppression de la grille des programmes de cet été, d'un grand nombre d'émissions — d'actualité notamment — initialement prévues. Il s'agit de « Cinq colonnes », « Tel Quel », « Caméra III », « Panorama », « Le Palmarès des Chansons », « Pas une seconde à perdre », « Zoom », « 16 Millions de Jeunes », « Bouton Rouge », « Lectures pour tous », « Livre mon ami »...

Ces émissions sont de valeur et d'intérêt inégaux mais ont un point commun, c'est d'être préparées par des producteurs et réalisateurs restés en grève — au côté des journalistes de l'A.T. — jusqu'au 1^{er} juillet avec courage et détermination. Certains ont même été des chefs de file du mouvement.

La disparition de ces émissions, donnée pour l'instant comme momentanée, est inquiétante lorsque l'on sait que M. André François, le directeur intérimaire de la télévision a déclaré que certaines de ces émissions seraient « renouvelées » et qu'il fera « appel à des hommes nouveaux ». Pendant ce temps, une très secrète « Union de défense des télé-spectateurs » part en guerre contre « le soviet intitulé intersyndicale qui prétend faire la loi à l'O.R.T.F. » et pour « une remise en ordre de l'Office par la réduction des frais de personnel »...

Et sans doute du personnel dont le C.A.C.A. (Comité d'action civique de l'actualité télévisée) avait au début de l'action revendicative unitaire de l'O.R.T.F. demandé la suspension ou l'éviction pour son attitude « anti-républicaine ». Ils ont déjà été, provisoirement du moins, écoutés.

Comme disait M. Guéna — eh, oui ! Encore lui — : « Plus on est fort, plus on est libéral !... »

Livres

Moisson sur le Vietnam

Pierre-Daniel Trégnier

On a publié récemment de nombreux livres sur le Vietnam, mais aucun n'a sans doute fait aussi bien le point, que cette étude politique et historique de Jean Chesnaux. Bien documenté, ne cachant



Préserver l'antenne.

A.F.P.

nullement ses sympathies pour les luttes d'indépendance du peuple vietnamien, cet ouvrage est un livre de référence. Après avoir analysé les différentes étapes de l'histoire vietnamienne, notamment le passage du nationalisme au communisme, l'auteur se penche sur l'intervention américaine. Montrant que le gouvernement de Saigon est une création fictive des politiciens de Washington, Jean Chesnaux constate l'échec des militaires et s'interroge sur les perspectives de paix, et les conséquences de la guerre en Asie du Sud-Est. Les Vietnamiens savent, conclue-t-il, « que le jour viendra où les Américains n'auront strictement aucune autre issue que de se retirer ».

• Jean Chesnaux, « Le Vietnam », Petite Collection Maspero, 191 p., 6,15 F.

**

Roger Pic, photographe français passionné par l'Asie et intellectuel engagé, vient de publier chez Maspero, un recueil de quatre-vingt seize photos prises au Nord-Vietnam et dans les maquis du Vietcong. Chacune de ces images préfacées par Jean-Paul Sartre illustrent la détermination de vaincre des Vietnamiens.

Lorsque « cette grande bataille patriotique, ces longues années de lutte, de souffrances et d'épreuves finiront bien par aboutir à la proclamation pour trente millions d'hommes, du droit absolu et légitime de vivre libres », elles resteront un émouvant témoignage.

• R. Pic, « Au Cœur du Vietnam », Ed. F. Maspero, 128 p.

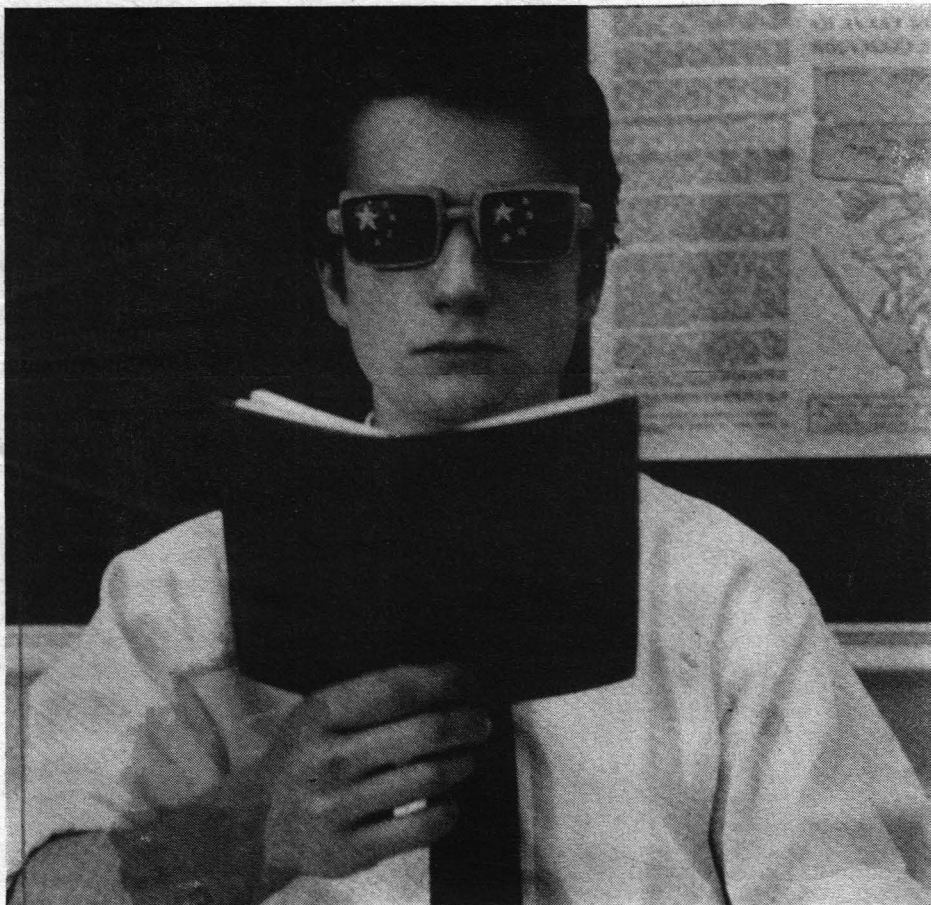
A écouter

• Brahms - Trios opus 40 et 87. C'est surtout le premier qui retiendra notre attention. Et effet, Brahms supprime le violoncelle du traditionnel trio pour cordes et piano au profit d'un instrument à vent. Le cor joue un double rôle : formant à l'unisson avec le violon un alliage sonore inhabituel ou créant en contre-chant un climat d'une mystérieuse profondeur. Piano et violon baignent alors dans une atmosphère typiquement romantique à laquelle il est difficile d'être indifférent. Yehudi et Hephzibah Menuhin trouvent en Maurice Gendron et Alan Civil de bien dignes partenaires. (Voix de son Maître, 1 × 30 cm.)

• Musique Française de 1917 à 1938. Du Parade d'Erik Satie à l'Ouverture de Georges Auric, c'est l'entre-deux guerres musicales, volontiers, impertinante, qui apparaît ici. Cette musique, découvrant pêle-mêle, les fanfares de cirque, le jazz et l'exotisme se caractérise par la netteté du trait et la franchise du rythme. Facile parfois, mais toujours intelligente, elle bénéficie de la direction vivace d'Antol Dorati. A savourer particulièrement le mini-concerto pour piano de Jean Françaix : cinq minutes de musique élégante et pudique ! (Mercury, 1 × 30 cm.)

• Chostakovitch. Symphonies 1 et 9. Chostakovitch aurait-il pu devenir un très grand musicien sans les innombrables rectifications de sa ligne esthétique auxquelles l'ont contraint les « Malraux stalinien » ? Sa première symphonie écrite à 19 ans n'est certes pas révolutionnaire, mais on y apprécie une fougue et une franchise d'écriture qu'il ne retrouva qu'exceptionnellement par la suite, s'abîmant dans la musique symphonique à programme. Parfois le Chostakovitch nerveux et spontané des années 26 ressurgit plein de verve et de vitalité : par exemple avec la 9^e symphonie écrite au lendemain de la guerre et jugée trop irrévérencieuse alors. Écoutons ces œuvres juvéniles en oubliant les grandes machines pâteuses qui firent la réputation d'un des plus célèbres musiciens soviétiques. (Philips, 1 × 30 cm.)

• Bach. Concertos pour piano n°s 1, 4 et 5. A moins de 24 ans, Jean-Bernard Pommier vient de signer un des plus beaux disques de l'année. Ce jeune pianiste français, qui remporta à 17 ans le diplôme d'honneur du Concerto Tchaïkovsky à Moscou, aborde avec les concertos pour clavier de Bach un répertoire impitoyable au faux semblant et à la virtuosité creuse. Il y faut une intelligence du cœur, un sens de l'équilibre et une pureté de touche que les plus grands n'acquière généralement qu'après une longue fréquentation des œuvres. D'emblée, Jean-Bernard Pommier m'a rappelé l'Edwin Fisher d'avant-guerre. Ce n'est pas un mince compliment ! (Voix de son Maître, 1 × 30 cm.)



D'abord, mobiliser les esprits...

7° Art

De la politique et du cinéma

Jean-Paul Fargier

Au cours du mois de mai, les recettes des cinémas ont considérablement diminué. Cela ne tient pas seulement au fait que dans les périodes de crise économique les dépenses de luxe (et le cinéma en est encore malheureusement une) sont réduites, mais aussi aux rapports nouveaux qui se sont établis, pendant ces événements entre la vie et l'art, entre l'action et le spectacle.

La participation à un mouvement révolutionnaire, la mobilisation des esprits, de l'imagination et des sens dans l'action faisaient s'évanouir le besoin d'un spectacle substitut de l'action. Attitude normale dans la perspective du refus de notre civilisation de consommation et de spectacle. Le refus du cinéma (et de tout autre art) était la conséquence normale d'une participation effective au mouvement révolutionnaire. Refus total et monolithique dans un premier temps, nuancé et critiqué par la suite.

Un phénomène de désaffection

Du côté des cinéastes on constate le même phénomène de désaffection.

Beaucoup ont déclaré n'avoir eu aucune envie de filmer quoique ce soit, et surtout pas les barricades et les manifestations. Car il est plus sain de lancer des pavés que de filmer les lanceurs de pavés, plus efficace de frapper un flic qui matraque un camarade que de filmer le mouvement du scoubidou meurtrier. Les cinéastes ont résolu le problème en créant un groupe de reportage animé par Chris Marker, chargé de constituer un fond commun de documents.

Puis quand le mouvement revint à un certain calme organisé, une salle de projection s'ouvrit dans toutes les facultés. Cinéma révolutionnaire. La programmation a mis à jour une évidence : le cinéma devenait à la fois écho et miroir. Narcissisme révolutionnaire ? Non. Simplement le mouvement de mai a achevé de nous ouvrir les yeux sur la qualité réactionnaire de certaines productions. Il fallait que l'Art nous parle de contestation et de révolution pour nous intéresser. Est-ce à dire que nous n'admettions plus que la représentation de barricades ? Simplisme, si l'on sait que pour parler de soi les moyens les plus détournés sont souvent les plus sûrs.

A partir de ces constatations précises, nous pouvons poser le problème des rapports de la Politique et du Cinéma. Et d'abord, y a-t-il un cinéma qui ne soit pas politique ? Catégoriquement non. Car l'apolitisme en Art est une vue de l'esprit. Tout film véhicule une certaine vision du monde, y compris les rapports économiques et sociaux. Les productions américaines sont des agents d'« american way of life » comme les films des pays de l'Est le sont pour leur propre système. Cette règle générale souffre l'exception des cinéastes critiques à l'égard de leur propre système. Mais cela aussi est une attitude politique. Il y a donc des films qui, sans considération de leur contenu, sont réactionnaires, réformistes, progressistes ou révolutionnaires.

Quand on parle de cinéma politique, c'est surtout au niveau du sujet qu'on se place. Dans cette perspective, il y a deux sortes de films politiques : les didactiques et les autres.

Les films politiques didactiques sont les plus rares. Ce sont ceux qui expliquent avec une rigueur scientifique une situation, un problème. Rossellini avec « La prise du pouvoir par Louis XIV », Rossi avec « Salvatore Guliano » et « Mains basses sur la ville », montrent la direction à suivre. Les autres films politiques sont épiques comme « Potemkine », lyriques comme « Senso », contestataires et poétiques comme ceux de Godard.

Si le didactisme n'est pas un substitut de l'action, mais au contraire la prépare et lui fournit des motivations claires, il n'en est pas de même pour l'autre cinéma politique, bien que lui aussi prépare à l'action. Ce n'est pas nier sa nécessité que de dire du cinéma de contestation qu'il n'est qu'un substitut de l'action, c'est seulement en délimiter la portée. L'artiste ne crée une œuvre d'art que parce qu'il ne peut pas agir, parfois même pour ne pas agir. Toute œuvre authentique est le produit d'une peur fondamentale, d'une impuissance.

« La Chinoise » toujours

Ce problème était le sujet de « La Chinoise ». Peut-on faire la révolution par l'art ? La réponse importait peut-être pour nous, mais pas pour Godard. En tant qu'artiste il lui suffisait de poser sa question, pour pouvoir, libéré, continuer à vivre. Un jour, il a expliqué que l'homme qui a peur dans l'obscurité, se met à siffler, et que « La Chinoise » c'était sa manière à lui de siffler.

Les événements de mai ne sont en aucun cas causés par quelque film que ce soit. Le rapport cinéma-politique ne se situe pas au niveau cause-effet. La nature de leur relation est de l'ordre de la prémonition.

Dans « La Chinoise », l'essentiel du mouvement de mai s'y trouve. Les

murs qui prennent la parole, les discussions, les groupes de travail, la contestation de la société à partir du problème de l'Université, la liaison ouvrier-étudiant, la trahison du P.C., les réactions paternalistes de la gauche, la violence, la nouvelle culture, et même le nettoyage de la Sorbonne, puisque le groupe, à la fin, enlève les inscriptions, en concluant que ce qu'ils venaient de faire ce n'était pas la Révolution, mais le premier pas d'une longue marche.

D'une manière générale et encore plus probante, c'est l'ensemble de l'œuvre de Godard qui se situe *a priori* dans le mouvement de mai. Existe-t-il un autre cinéaste (ou écrivain) qui ait dénoncé avec une telle continuité la civilisation de consommation-prostitution (deux ou trois choses), l'état policier, la démocratie bourgeoise, l'américano-soviétique (made in U.S.A.), les loisirs aliénants, l'attitude spectatrice (week-end), l'univers unidimensionnel (Alphaville), etc.

D'autres films sortis les années précédentes témoignaient du malaise actuel. Que ce soit en province, avec « Le père Noël a les yeux bleus », ou dans la Sorbonne aux mains des bureaucrates, avec « Brigitte et Brigitte », les jeunes se sentent dépayés, étouffés, rejetés par la civilisation dans laquelle ils vivent. La même impression d'angoisse et de malaise se dégage des sketches de « Paris vu par... » et de « Chronique d'un été » de Rouch et Morin.

Pour les pays étrangers, on peut avancer un certain nombre d'observations. Après la critique du parlementarisme bourgeois par Rossi dans « Mains basses sur la ville », après les amertumes de « Prima della Rivoluzione », et le vitriol anti-bourgeois de « La Chine est proche », peut-on espérer qu'un jour prochain les jeunes Italiens relèveront enfin la tête ?... Si la révolution culturelle polonaise a avorté, est-ce parce que les jeunes montrés par Skolimowski dans « La barrière » et « Walkover » étaient trop blasés ?... Quant aux fruits tchèques (Dubcek) ils ont passé la promesse des fleurs (les petites marguerites). Il faudrait aussi parler de nombreux films canadiens, brésiliens, américains.

Oui le jeune cinéma est le reflet fidèle des préoccupations des forces vives de l'humanité. On ne perd pas son temps à l'interroger. On y gagne même une conscience politique nouvelle. Ce cinéma-là sert de catalyseur pour ceux qui se reconnaissent dans ce miroir. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Escalier interdit
(am. - V.O.)

Syndicats

Les embûches de l'unité

Jacques Ferlus

Vendredi 17 mai, depuis 24 heures partout en France des centaines de milliers de travailleurs cessent toute activité. La C.G.T. réunit le plus vite qu'elle le peut son Comité Confédéral. A l'issue des travaux de cette instance, Georges Séguy annonce à la presse que la C.G.T. est à l'origine du mouvement de grèves. Il donne les mots d'ordre qui doivent animer le conflit. Bref, il donne le coup d'envoi d'une partie déjà commencée depuis la veille. Et les journalistes, témoins de cette scène historique, sourient poliment.

Avec un peu plus de nuances, c'est la même scène qui se produit le lendemain à la C.F.D.T. On affirme que le mouvement est contrôlé par les directions syndicales, c'est un peu exagéré. Quarante huit heures durant les confédérations vont tenter de rattraper leurs troupes et finalement y parviendront.

L'empressement qu'on a mis à partir chacun de son côté dès le début du conflit ne permettra pas aux confédérations de se rencontrer tout au long des semaines qui vont suivre. La crise de mai-juin va porter un nouveau coup à l'unité syndicale, déjà fortement ébranlée.

Le rendez-vous manqué

Depuis le mois de mars dernier, il n'y avait pas eu une seule déclaration des dirigeants de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. qui ne contienne quelques critiques à l'encontre de l'un ou de l'autre. Chaque propos étant une réponse à un autre propos, c'était une véritable escalade qui à la longue pouvait devenir fatale à ce qui restait de l'accord de 1966.

C.G.T. et C.F.D.T. parvenaient malgré tout à se mettre d'accord pour une journée d'action sur la sécurité sociale, journée fixée au 15 mai. En raison des événements qui,

comme on l'a vu plus haut, étaient depuis le début contrôlés par les syndicats (?), cette journée ne put avoir lieu.

Chacun pour soi

Il y a eu des contacts entre les organisations syndicales durant la grève, mais il faut les considérer comme étant privés, voire secrets. Car on ne peut pas dire que nous ayons assisté à une publication massive de communiqués communs qui, pourtant à ce moment-là, auraient pu mobiliser l'opinion et encourager un plus grand nombre de travailleurs. En fait, excepté le jour de la manifestation du 13 mai, c'est toujours un peu par hasard que l'on s'est rencontré.

Pour les discussions de Grenelle, il n'y a eu aucune rencontre préalable des négociateurs ouvriers. Lors des suspensions de séance, c'est presque toujours uniquement entre centrales qu'on se retrouvait. C'était un peu du chacun pour soi. On pensait qu'ainsi les travailleurs pourraient juger par qui ils avaient été le mieux défendus.

Et quand il s'est agi d'aller expliquer aux grévistes ce qui s'était dit dans ces négociations, c'est encore chacun de son côté qu'on y est allé. On ne se souvient pas avoir entendu parler d'un meeting dans une entreprise où les dirigeants des deux centrales se soient expliqués à la même tribune. Chacun voulait son public, ses travailleurs.

A la fin du conflit, on aurait pu espérer que C.F.D.T. et C.G.T. se mettent d'accord sur un certain nombre de propos et de mots d'ordre à adresser aux travailleurs qui reprenaient le travail. Bien au contraire les deux confédérations s'adressent l'une à l'autre des critiques de plus en plus vives.

Un mouvement de grèves comme celui que nous venons de connaître aurait pu être propice à de nom-



La grève la plus longue.

Collombert

breuses actions et positions unitaires. C'est le contraire qui s'est produit. Et c'est cela que retiennent les travailleurs. Dans l'accord de janvier 1966 on ne pouvait pas prévoir le conflit ouvrier du mois dernier. Mais il ne faut plus mettre cet accord en avant, il est dépassé par les derniers événements. Il est temps de chercher et de trouver un autre contenu.

Des positions plus claires

Si on l'avait voulu, vraiment l'unité du mouvement syndical aurait pu sortir renforcée du conflit. Car dans les entreprises les syndicalistes de la C.G.T. et de la C.F.D.T. étaient tous d'accord au début. Ce n'est que peu à peu que sont apparues des divergences, au fur et à mesure des positions prises par les confédérations. Il est net que chez Citroën comme à Flins les objectifs de la C.G.T. et de la C.F.D.T. étaient fondamentalement différents. C'était le rôle des centrales syndicales d'assurer la cohésion du mouvement.

Concrètement le conflit de mai-juin n'a aucune répercussion positive pour l'unité syndicale. Toutefois les positions et les aspirations des différentes centrales en ressortent éclaircies. Chacun s'est plus ou moins clairement, plus ou moins consciemment défini. Il faudrait maintenant que C.G.T. et C.F.D.T. trouvent rapidement l'occasion de s'asseoir autour de la même table pour travailler sur de nouvelles orientations. C'est ce qu'attendent les travailleurs. Il est grand temps de leur expliquer si les accords de Grenelle sont vraiment une victoire, il faut leur dire à quoi pouvait servir de défiler sous la bannière « Gouvernement populaire et d'union démocratique ». Expliquer, en terme de lutte ouvrière, ce n'est pas faire des pirouettes pour sauvegarder les appareils et les dirigeants en place, c'est proposer une action nouvelle et véritablement efficace. Là est la voie de l'unité syndicale. □

- **Au-delà de la campagne électorale le combat continue**
- **Il exige de chacun des efforts financiers à la mesure de ses espérances politiques**

SOUSCRIVEZ POUR AIDER LE P.S.U.

P.S.U. - 81, rue Mademoiselle, Paris-15° - C.C.P. Paris 14 020 44 - Chèque bancaire à l'ordre du P.S.U.